

Fonds de
l'Initiative Elsie
pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix

Formulaire de proposition détaillée
2021

**SEULS LES FORMULAIRES COMPLETS COMPRENANT LES ANNEXES OBLIGATOIRES
SERONT ACCEPTÉS.**

Formulaire de proposition détaillée

1^{ème} partie : Détails du projet

1. L'Organisation bénéficiaire	2. Bénéficiaire	3. Institution
Gouvernement national bénéficiaire : <u>Gouvernement de Sénégal</u> Entité de coordination du gouvernement :¹ <u>Ministère des Forces Armées</u> Entité nationale de mise en œuvre du projet : Armées Sénégalaises Rue: avenue des Jambaars-, Camp Dial Diop, Dakar plateau. Ville: Dakar Pays: Sénégal	☒ T/PCC actuel ☐ T/PCC potentiel ☐ Organisation des Nations Unies	☒ Militaire ☐ Police ☐ Organisations de l'ONU ☐ Autre (précisez)
Date de signature du Protocole d'Accord du Fonds de l'Initiative Elsie pour les Femmes en Uniforme dans les Opérations de Paix avec Gestion Canalisée des Fonds avec le Gouvernement national bénéficiaire : 7 juin 2021		
4. Personne(s) à contacter :		
Entité nationale de mise en œuvre :		
Prénom et nom de famille: Khadessa SY Titre de civilité: Mme Grade : Lieutenant-Colonel Dénomination du poste : Cheffe de Division Genre/EMGA Adresse électronique : <u>chefdivgenre@armee.sn</u> Numéro de téléphone : +221 77 644 42 10	Prénom et nom de famille: Massamba Thiam Titre de civilité (M./Mme.): M. Grade : Colonel Dénomination du poste : Chef de Division de la Formation/ EMGA Adresse électronique : <u>chefdqf@armee.sn</u> Numéro de téléphone : +221773330007	Prénom et nom de famille: Aminata Baro Titre de civilité: Mme Grade : Capitaine Dénomination du poste : Cheffe de Bureau planification- organisation division Genre /EMGA Adresse électronique : <u>burplanggenre@armee.sn</u> Numéro de téléphone : +221776444217

Entité de coordination		
Crépin Arsène SAMBOU Titre de civilité. Grade Colonel Dénomination du poste : Ministère des Forces armées Directeur du contrôle des Etudes et de la Législation (DIRCEL) Adresse électronique : oudioye@yahoo.fr Numéro de téléphone : +221775298056/+221775511931	Prénom et nom de famille : Titre de civilité (M./Mme.): Grade (pour les personnes dans une institution de sécurité): Dénomination du poste : Adresse électronique : Numéro de téléphone :	Prénom et nom de famille : Titre de civilité (M./Mme.): Grade (pour les personnes dans une institution de sécurité): Dénomination du poste : Adresse électronique : Numéro de téléphone :
5. Modalités de financement	6. Calendrier du projet	7. Budget
☒ Évaluation des obstacles ☐ Financement de projet Prime pour unité fortement paritaire ☐ Militaire Indiquez le nombre d'unités ☐ Police Indiquez le nombre d'unités	Date de début de projet 1^{er} juin 2022 Date de fin de projet 28 février 2023 Durée (mois/années) : 9 mois	Monnaie nationale : 116 967 375,00 XOF US \$: 200 458,23
8. Partenaires d'exécution		
Organisation : Centres des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS). Interlocuteur-trice Dr Christiane Johnson Agboton Titre de civilité : Mme Dénomination du poste : Directeur des Programmes spéciaux. Adresse électronique : dps@cheds.gouv.sn Numéro de téléphone : +221776402254		Organisation : Agence nationale de la Statistique et de la démographie (ANSD). Interlocuteur-trice Pr Allé Nar DIOP. Titre de civilité : M. Dénomination du poste : Directeur général de l'ANSD. Adresse électronique : Numéro de téléphone :

9. Exigences liées à l'Approche harmonisée des transferts monétaires (HACT) et à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH)

☒ Acceptez les conditions de la HACT

☒ Acceptez les conditions de la PVDH

Nous nous engageons de mettre en place des mesures d'atténuation ci-dessous comme discutées avec le Fonds de l'Initiative Elsie suivant leur évaluation des risques.

Mesures d'atténuation PVDH

1. Prendre en compte le besoin de développer un **protocole clair et anonyme d'un système d'alerte des violations de droits de l'homme, incluant les actes portant sur la violence sexuelle et basée sur le genre par ex. harcèlement sexuel** au sein de nos forces de l'armée avec un mécanisme de réponses adaptées et proportionnelles à l'alerte. Que ce soit un numéro rouge ou un système informatisé, le processus doit être totalement anonyme, afin d'encourager les victimes à dénoncer les faits sans craintes de représailles.
De plus, le système et les conséquences correctionnelles et punitives doivent être **connus de tous** afin de démocratiser le processus.
2. Assurer le soutien logistique et sécuritaire ainsi qu'informer tout le personnel concerné qu'ils ont l'aval de leurs supérieurs afin de garantir que leur participation soit franche et ouverte avec l'équipe de chercheurs.
3. Nos points focaux genre resteront en dehors toute collecte d'information durant toute l'enquête pour garantir l'indépendance.
4. Prévoir des protocoles sécuritaires pour la sécurité des chercheurs et du personnel interrogé, en particulier si une partie de l'enquête a lieu dans la région de la Casamance, où les risques sont plus élevés. Un **protocole d'évacuation sera rédigé** pour permettre aux équipes de savoir quoi faire en cas de situation critique.
5. Un espace convenable, et neutre sera mis à la disposition des enquêteurs pour permettre de préserver la confidentialité et la sécurité du personnel des forces de l'armée impliqué lors des entretiens et des sondages. Comme l'enquête aura lieu au niveau national, le chef d'équipe des chercheurs et notre point focal planifieront les endroits clés à visiter à l'avance pour que tout soit pris en compte.

Mesures d'atténuation HACT

A. Gestion du projet financé par l'FEI

1. Mettre en place pour le projet du Fonds de l'Initiative Elsie (FEI) et le personnel impliqué dans la gestion, la comptabilité, la finance et la mise en œuvre des activités:
 - 1.1. Un plan de travail détaillé pour la mise en œuvre du projet y compris l'identification et l'évaluation des risques et des mesures d'atténuation pour des activités à conduire (**ex** : délais causés par les restrictions du Covid, problème techniques dans l'administration du sondage et des entretiens, délais causés par le manque de disponibilité du personnel pour les entretiens etc.);

1.2. Des fiches de postes pour chaque personnel impliqué dans le projet Elsie et un plan de travail individuel avec des objectifs à atteindre:

- Élaborer et faire valider des fiches de poste incluant les intitulés du poste, les missions, les responsabilités, les activités et le profil du poste, pour tous les postes du personnel de mise en œuvre du projet ;

1.3. Un plan de formation pour le personnel impliqué dans le projet y compris les coordinatrice, collaborateurs, équipe de chercheur.ses, et personnel comptabilité et finance etc. ;

- Identifier les besoins en formation visant à renforcer les capacités
- Élaborer et exécuter le plan de formations répondant aux besoins en formation du personnel.

1.4. Un cadre de suivi et d'évaluation avec des indicateurs, des données de référence et des cibles pour assurer le suivi de l'atteinte des résultats du projet y compris :

- Les méthodes de collecte et gestion de données de suivi et évaluation;
- Les fréquences des activités de suivi et évaluation
- Le contenu, la forme et les données source du rapport de suivi et évaluation.
- Un rapport périodique (e.g. après chaque activité ou étape dans la conduite de la méthodologie MOWIP i.e. et par trimestre et semestre) sur le progrès dans la mise en œuvre du projet y compris la situation des risques de chacune de ses activités

1.5. En collaboration avec les entités responsables aux Forces armées, faire le plaidoyer pour la mise en place d'une politique contre l'exploitation et les abus sexuel.

B. Gestion financière

2.1. Manuel de Politiques et Procédures : Élaborer un manuel de procédures et politiques administratives, comptables et financières pour les opérations en rapport avec le financement du FEI;

2.2. Cadre de Contrôle Interne : Renforcer des contrôles internes en s'inspirant du Décret N°82-362 du 17 juin 1982 y ajoutant les aspects relatifs au financement du projet du FEI.

2.3. Méthodologie de Répartition des Coûts : Formaliser la méthodologie de répartition des coûts sur laquelle elle devrait se fonder pour déterminer les clés de répartition des coûts entre ceux financés par l'FEI et les autres sources de financement (e.g. les salaires du personnel des Forces armées doivent être couverts par les Forces Armées ; les transports, perdiems ou autre dépense du personnel des Forces armées encourus lors de la mise en œuvre des activités du projet Elsie seront couverts par le projet selon le budget approuvé dans le document de projet).

2.4. Commande, Réception et Comptabilisation : S'assurer que la comptabilisation des transactions soit effectuée par une personne spécifique qui n'a rien à voir avec la signature des documents de paiement des fournisseurs ; S'assurer qu'aucun signataire de chèques de règlement de factures ne cumule ses fonctions avec celles d'enregistrement comptable.

2.5. Rapprochements Bancaires : Elaborer des procédures spécifiques pour la préparation et l'approbation des rapprochements bancaires en veillant à ce que ceux-ci soient préparés et revus par des personnes autres que celles qui approuvent les paiements.

2.6. Marquage des Factures Payées : Se doter d'un tampon encreur "Payé par financement d'ONU FEMMES » ; Oblitérer toutes les factures réglées de ce tampon encreur "PAYEE" et indiquer la date, le numéro de la pièce de règlement (chèques, références ordres de virements ou numéro du bon de caisse) et les mentions relatives au code du projet exécuté.

10. Cadre de résultats du Fonds de l'Initiative Elsie

Veillez indiquer « P » pour principal et « S » pour secondaire

Résultat (principal et secondaire) Faites dérouler le menu « Choisir une proposition » et cliquez sur P ou S.

P. Une meilleure connaissance des obstacles spécifiques à chaque pays limitant le déploiement de femmes en uniforme dans les missions de maintien de la paix de l'ONU ;

S 1. Accroissement de la mobilisation significative des femmes en uniforme dans les missions de paix de l'ONU ;

S 2. Augmentation de la réserve de femmes en uniforme pouvant être déployées en tant que personnel de maintien de la paix de l'ONU ;

S 3. Amélioration des conditions de travail pour les femmes en uniforme dans les missions de paix de l'ONU.

Indicateur (principal et secondaire) Faites dérouler le menu « Choisir une proposition » et cliquez sur P ou S.

P. Augmentation du pourcentage de femmes en uniforme déployées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ;

S 1. Augmentation du taux annuel d'évolution du pourcentage de femmes en uniforme déployées dans les opérations de paix des Nations Unies ;

S 2. Augmentation du rapport femmes/hommes parmi les officiers supérieurs de l'armée et de la police (grade équivalent à celui de major ou supérieur) dans les opérations de paix des Nations Unies ;

S 3. Augmentation du pourcentage d'unités militaires et de police fortement paritaires au sein des opérations de paix de l'ONU.

11. Responsabilité, transparence et publication des résultats des Organisations des Nations Unies participantes

Les **Organisations des Nations Unies participantes** assumeront l'entière responsabilité programmatique et financière des fonds décaissés par le Gestionnaire. Ces fonds seront gérés par chaque organisation des Nations Unies participante conformément à ses règlements, règles, directives et procédures internes. Chaque organisation créera un compte du grand livre séparé pour la réception et de l'administration des fonds qui lui seront versés par le Gestionnaire par l'intermédiaire du Compte du Fonds. Le compte du grand livre séparé sera administré par chaque organisation des Nations Unies participante conformément à ses règlements, règles, politiques et procédures internes, notamment en matière d'intérêts. Ce compte sera exclusivement soumis aux procédures d'audits internes et externes prévues par les règlements, règles, politiques et procédures de nature financière applicables à l'organisation des Nations Unies participante.

☒ **Cochez cette case pour accepter les conditions**

12. Autorisation :

Pour l'entité de coordination :

Prénom et nom de famille : **Crépin Arsène SAMBOU**

Titre de civilité (M./Mme.) : **M.**

Grade : **Colonel**

Dénomination de l'entité : **Direction des Services et de la Législation (DIRCEL)**

Signature :

Date & cachet :

Pour l'entité nationale :

Prénom et nom de famille : **Cheikh WADE.**

Titre de civilité (M./Mme.) : **M.**

Grade : **Général**

Dénomination de l'entité : **Armée des Armées du Sénégal.**

Signature :

Date & cachet :

☒ **Cochez cette case** **d'un résumé de votre proposition détaillée sur le site internet du Fonds .**

2^{ème} partie : Résumé du projet La 2^{ème} partie doit être remplie comme indiqué pour chaque modalité de financement.

1. Titre du projet (max. 150 caractères)	Projet d'évaluation des obstacles à la participation des femmes des armées dans les opérations de maintien de la paix des nations unies.																												
2. PERSONNEL CONTRIBUANT AUX OPERATIONS DE PAIX DE L'ONU Veuillez remplir l'Annexe A - Plans de déploiement sur les trois prochaines années	À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires). <table border="1" data-bbox="395 719 1485 891"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Déploiements actuels</th> <th colspan="4">JJ/MM/AAAA</th> </tr> <tr> <th>H</th> <th>F</th> <th>% F</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Observateurs militaires</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Officiers d'état-major</td> <td>48</td> <td>2</td> <td>4</td> <td>50</td> </tr> <tr> <td>Troupes</td> <td>1650</td> <td>50</td> <td>3</td> <td>1700</td> </tr> </tbody> </table> H = hommes F= femmes % F = pourcentage de femmes					Déploiements actuels	JJ/MM/AAAA				H	F	% F	Total	Observateurs militaires					Officiers d'état-major	48	2	4	50	Troupes	1650	50	3	1700
Déploiements actuels	JJ/MM/AAAA																												
	H	F	% F	Total																									
Observateurs militaires																													
Officiers d'état-major	48	2	4	50																									
Troupes	1650	50	3	1700																									
3. RESUME DU PROJET : DESCRIPTION ET OBJECTIFS (max. 1500 caractères)	Le Sénégal est un pays important contributeur de troupes aux Opérations de maintien de la Paix (OMP) avec de grandes avancées pour la promotion du Genre. Cependant treize ans après la généralisation de l'accès des personnels féminins aux Armées sénégalaises, et malgré l'existence d'une Stratégie sectorielle genre dans les forces armées et d'une Division Genre au sein de l'Etat major, la proportion des femmes reste faible. L'objectif général du présent projet est d'évaluer les obstacles à une meilleure implication des femmes dans les OMP. Plus spécifiquement, il s'agira : - d'identifier les obstacles à la participation significative des femmes dans les Armées ; - d'analyser la prise en compte du genre par les Armées sénégalaises dans les mécanismes de déploiement des contingents aux OMP ; - d'identifier les bonnes pratiques à exploiter et/ou diffuser ; Cette évaluation couvrira l'ensemble des zones militaires du territoire national et il est attendu : - l'identification des obstacles à la participation significative des femmes militaires aux OMP ;																												

	- des recommandations et des axes de travail pour répondre aux besoins identifiés ; - que la Division Genre dispose d'une base de données pour l'accroissement du personnel féminin dans les Armées. Les mesures correctives qui seront ensuite proposées pour inscrire la prise en compte des sexo-spécificités dans un cadre institutionnel et renforcer l'effectivité de l'équité et l'égalité de genre favoriseront l'accroissement de l'implication des femmes dans les Armées sénégalaises.
4. EVALUATION DES OBSTACLES Annexe B – Informations sur l'évaluation des obstacles	À remplir pour les demandes de financement de projet ; fortement conseillée pour appuyer une demande de prime aux unités fortement paritaires. Une évaluation des obstacles au déploiement des femmes en uniforme sur les opérations de paix des Nations Unies a-t-elle été menée ? ☐ Oui - remplissez l'Annexe B ☒ Non - sollicitez des financements pour conduire une évaluation des obstacles Dans le cas d'une demande de financement pour l'évaluation des obstacles, cochez la case suivante pour accepter que le Fonds utilise les données tirées de l'évaluation en vue de compiler un rapport de synthèse anonymisé. Il s'agit d'une exigence du Fonds. ☒ Oui Méthodologie : la méthodologie MOWIP d'évaluation des obstacles, telle que proposée par le DCAF; sera appliquée; cette méthodologie a déjà été testée avec succès au Sénégal pour la Police et la Gendarmerie avec l'implication du CHEDS. Les outils de Collecte de données Afin de permettre des évaluations quantitatives et qualitatives, trois (03) types de méthodes de collecte de données sont prévues. La fiche institutionnelle : elle permettra de rassembler des preuves factuelles telles que les effectifs exacts, des informations sur les politiques nationales de déploiement, etc. Les questionnaires à renseigner Une enquête auprès d'<i>au moins</i> 380 hommes et femmes militaires (idéalement le même nombre de femmes et d'hommes). Ces données aideront à évaluer les expériences des hommes et des femmes dans les forces armées et à comprendre les obstacles spécifiques auxquels ils ou elles peuvent être confronté(e)s. Avec l'ANSD, le CHEDS veillera à confectionner un questionnaire adapté, divers supports seront utilisés (tablettes / téléphones et une application spécifique) Des entretiens de haut rang. Ils cibleront 40 décideurs au sein de l'armée et du gouvernement ou d'autres structures ayant pour responsabilité la prise de décisions concernant les Forces armées, en particulier les responsables des décisions relatives au déploiement d'une mission de maintien de la paix. Ces entretiens serviront à recueillir des informations supplémentaires quant au processus décisionnel.
5. DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL DES INSTITUTIONS DE SECURITE	À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires). Indiquez les informations sur le nombre et/ou le pourcentage de femmes et d'hommes dans l'institution de sécurité dans les tableaux de l'annexe C.

6. Justification du projet ET STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE (max. 2000 caractères)

À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).

La participation des femmes aux contingents déployés en OMP est encore timide (3.19%) car tributaire du faible effectif de personnels militaires féminins au niveau national. On constate également que le Cadre juridico-institutionnel est à améliorer pour intégrer le genre, car la présence des femmes dans les postes de décision ainsi qu'au niveau tactique et stratégique est faible.

Des efforts sont faits pour y remédier avec la Stratégie sectorielle genre des Forces Armées élaborée en 2012. La Division genre étant chargée de sa mise en œuvre effective, conduit des programmes de sensibilisation sur le genre à travers toutes les Armées en s'appuyant sur les points focaux genre.

Sauf quelques analyses internes sur les problématiques genre, les Armées ne disposent pas d'une évaluation précise des obstacles à une participation plus significative des femmes. Il faudrait prendre en compte :

- La faible sensibilisation sur la Stratégie Sectorielle genre des Armées, la persistance de mentalités sur le modèle d'une armée traditionnellement masculine et l'appréhension au changement de perceptions ;

- L'environnement culturel et social avec un système patriarcal, issu des traditions africaines et sénégalaises. La stratégie de mise en œuvre portera sur :

- un examen des textes réglementaires encadrant l'intégration des femmes dans les Armées ; une enquête de perception à l'échelle du territoire national ; un renforcement de capacités en genre, techniques d'enquête, une meilleure appropriation des concepts d'égalité et d'équité des genres par les autorités. Le projet comportera des activités de sensibilisation, de formation, de recherche et de partage des résultats.

L'étude des obstacles à l'intégration des femmes dans les Armées en général est au cœur du plan d'action de la Division genre des Armées sénégalaise. En ce qui concerne en particulier l'étude sur les obstacles au déploiement des Femmes dans les Missions de Maintien de la paix, le Centre des Hautes Études de Défense et de sécurité est délégué à la mise en œuvre et de la supervision du processus en collaboration technique avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

Le recours à l'ANSD est par conséquent un choix judicieux pour une étude des obstacles entravant le déploiement des personnels militaires féminins des Armées

Ainsi, le CHEDS et l'ANSD dans le cadre d'un accord de collaboration formalisé vont travailler ensemble pour conduire l'étude des obstacles en utilisant la Méthodologie MOWIP de DCAF

Les agences nationales partenaires CHEDS et ANSD sont engagés à mettre à disposition des personnels chargés des enquêtes, des interviews ainsi que de fournir toutes informations écrites ou verbales requises dont de la fiche d'information institutionnelle.

. Dans cet ordre d'idées, la sécurité, et la neutralité des enquêteurs et le personnel des institutions sécuritaires qui vont participer à l'enquête et aux entretiens sont garanties de même que les données seront anonymisées par l'ANSD.

L'équipe sera constituée de 28 enquêteurs de l'ANDS et du projet initial Elsie.

Les interviews se feront par la chercheuse principale accompagnée d'un interviewer (civil).

Le CHEDS et ANSD se chargeront de respectivement l'enquête de terrain selon la méthodologie du DCAF et de l'exploitation et l'analyse de ces données ; ceci en toute indépendance pour garantir l'objectivité et la vulgarisation des données collectées.

Les 28 enquêteurs et enquêtrices divisés en petits groupes feront les enquêtes sur les obstacles dans tous les grands commandements et services (états-majors d'Armées terre, air, mer, services et zones militaires).

L'atelier de contextualisation sera organisé pour 2 jours avec 15 personnes ressources..

Concernant l'analyse de l'enquête, l'ANSD peut toujours s'appuyer sur des experts. Elle pourra également s'appuyer sur le processus d'analyse des données décrit dans la méthodologie MOWIP. De même, l'ANSD devrait disposer de la base de données relative à l'enquête. Elle devrait préparer les données, créer des notes et des échelles, classifier les thèmes par ordre de priorité, et contextualiser les notes. Un chronogramme détaillé de l'étude des obstacles selon la méthodologie du DCAF est proposé en alignement avec les prévisions du budget. (cf Annexe D et F).

Les lignes budgétaires suivantes sont prévues conformément au modèle de budgétisation proposé par DCAF : coûts de gestion ; processus de planification ; formation des enquêteurs et préparation de l'enquête ; collecte de données ; analyse de données et rédaction des rapports ; processus de validation.

Toutefois, un travail préliminaire sera mené et consistera à :

- L'identification des enquêteurs et enquêtrices
- Les données sexo-spécifiques des hommes et femmes militaires dans les différents corps
- Les personnels militaires hommes et femmes qui ont déjà été déployés dans une OMP
- Les différentes formations et/ ou zones militaires à couvrir
- Le mécanisme d'échantillonnage de l'étude

Les enquêteurs et enquêtrices seront recruté-e-s parmi ceux du CHEDS de l'ANSD. Jusqu'à trois (3) enquêteurs-enquêtrices par zone militaire peut être nécessaire

Un mécanisme de compte rendu sera mis en place à travers les réunions du groupe de travail qui sera une équipe pluridisciplinaire composée d'environ 10 personnes ressources dont des membres du comité de veille et de suivi genre de l'Armée, de partenaires et CHEDS, etc. et dont un des rôles sera d'évaluer les progrès concernant les différentes activités conduites et dont les points forts et faibles seront pris en compte dans les étapes suivantes.

Des rencontres entre Etat-major des Armées et CHEDS seront aussi organisées pour favoriser l'appropriation du projet par la hiérarchie de l'EMGA et du CHEDS

La publication du rapport final est prévue, incluant l'infographie et l'impression.

Gestion du projet

Après signature d'un MOU avec l'État-major général des Armées (l'EMGA), le CHEDS, en sa qualité de partenaire délégué à l'exécution, assurera pour le compte de l'EMGA l'essentiel des activités de mise en œuvre du Projet. En outre, le CHEDS sera chargé de toutes les démarches administratives et protocolaires inhérentes au projet.

Organisation interne

Le projet ELSIE/EMGA est rattaché à la Direction des programmes spéciaux qui a pour mission principale de concrétiser l'option sécurité humaine du CHEDS ; elle est responsable de l'enquête MOWIP.

Le CHEDS mettra en place une architecture organisationnelle dédiée au projet avec un (e) Chargé de programme et un (e) Assistant (e).

Le Chargé de Programme Elsie/EMGA travaillera en étroite collaboration avec la Chercheuse principale, le partenaire d'évaluation (ANSD), la Coordinatrice du Projet à l'EMGA et le DCAF.

L'EMGA, structure récipiendaire des fonds procédera au règlement des honoraires selon les rubriques budgétaires validées et sera en relation avec le Fonds ELSIE.

7. Durabilité (max. 1500 caractères)

À remplir quelle que soit la modalité de financement choisie (financement de projet, proposition d'évaluation des obstacles et prime aux unités fortement paritaires).

Avec l'utilisation de la méthodologie MOWIP, une évaluation objective des obstacles à la participation significative des femmes dans les OMP et par corollaire dans les Armées sénégalaises sera réalisée.

L'identification des besoins, des obstacles, des opportunités et contraintes permettra d'orienter l'ensemble des parties prenantes qui voudraient agir pour relever les défis liés à l'intégration du genre dans les forces Armées ainsi qu'à la participation accrue dans les OMP.

Les recommandations prioritaires seront mises en pratique par le Commandement et la Division Genre des Armées élaborera une stratégie de mise en œuvre et un Plan d'actions qu'elle pourra clairement suivre. Ce plan d'actions sera mis en œuvre dans l'optique de rendre pérenne l'institutionnalisation et la gouvernance genre dans les Armées.

L'institutionnalisation définitive du genre dans les Armées deviendra une réalité. A tous les niveaux les problèmes liés aux besoins spécifiques des femmes seront identifiés et la division genre œuvrera pour la levée de tous les obstacles. Les textes seront révisés et adaptés aux besoins spécifiques des femmes. Les autorités et les partenaires travailleront ensemble pour répondre par la suite aux attentes des parties prenantes. Cela assurera sans conteste la viabilité des résultats du projet au-delà de la durée du projet.

Une institutionnalisation solide doublée d'une gouvernance inclusive et participative sont des gages de la durabilité de ce projet MOWIP.

8. BUDGET DETAILLE

Financement pour l'évaluation des obstacles : veuillez remplir l'Annexe F - Modèle d'évaluation des obstacles avec la méthode MOWIP (au format Excel)

Liste des Annexes

- A. Planification des déploiements sur les opérations de paix de l'ONU
- C. Données relatives au personnel des institutions de sécurité
- D. Chronologie du plan d'évaluation des obstacles du DCAF (Modèle n°4 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF) <https://www.dcaf.ch/mowip>
- F. Modèle de budget DCAF pour la mise en œuvre de la méthodologie MOWIP - Modèle 15 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF - <https://www.dcaf.ch/mowip> (MS Excel)
- G. Bonnes pratiques sur l'étude sur les obstacles au déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix
- H. Offre technique de CHEDS

Annexe D : Chronologie du plan d'évaluation des obstacles (Modèle n°4 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF)

M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M	Remarques et dates spécifiques
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	
6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	
7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	
8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	
9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	
10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	
11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	
12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	

Préparation

Écriture de lettres officielles pour demander l'autorisation de réaliser le projet *													Cette étape préliminaire démarre dès l'annonce de la validation du projet mais en amont, l'équipe d'exécution et la division genre des armées s'y attèlent déjà pour une promptitude dans sa mise en œuvre.
Obtention de la permission d'accès à tous les niveaux de l'institution (suivi des lettres de demande, etc.)*													L'armée ayant déjà manifesté sa volonté de mener l'évaluation, accordera facilement les autorisations.
Examen éthique (si nécessaire)													L'ANSD est présumée respecter les principes éthiques et déontologique car c'est l'institution nationale adéquate par excellence dans le domaine et elle est réputée comme telle.
Vérification des cadres juridiques pertinents en matière de protection des données, etc.													Idem
Élaboration d'un plan de mise en œuvre avec l'institution de sécurité													
Formation de base du DCAF													Généralités sur le projet, ma méthodologie, etc ; les cibles seront les membres du Groupe de travail élargi à la Cellule de suivi du Genre et points focaux genre.

Fiche d'information institutionnelle (FII)

Formation sur la FII													C'est toujours possible mais le partenaire d'exécution a déjà l'expérience en la matière.
Localisation de la FII													
Collecte de documents													

Page | 17 Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix |
Formulaire de proposition détaillée

Formation des enquêteurs et enquêtrices																Elle doit être en cohérence avec la programmation du logiciel
Traduction de l'enquête (si nécessaire)																
Obtenir les informations nécessaires pour générer l'échantillon																UNE phase très importante qui ne va pas prendre trop de temps car CHEDS en a l'expérience et ANSD détient des experts en la matière
Programmation du logiciel d'enquête																
Élaboration de la stratégie d'échantillonnage																
Enquête pilote																
Deuxième localisation																
Sélection des personnes à interroger et des principaux lieux à visiter																
Planification des visites des enquêteurs et enquêtrices dans les différents lieux de l'enquête																Une étape importante déjà pensée en interne
Développement d'un plan de suivi																
Mise en œuvre de l'enquête																
Nettoyage des données																
Analyse des données																Cette analyse sera effectuée avec la collaboration étroite entre l'ANSD et le chercheur principal avec l'appui constant des personnes ressources
Insertion des données analysées dans le rapport																
Processus de validation																
Remplissage de la fiche des indicateurs, classement des obstacles																Cette étape sera suivie conformément aux recommandations de DCAF
Rédaction du rapport																
Développement des recommandations																
Contribution de l'équipe d'évaluation à l'analyse et au projet de rapport																

**Annexe F : Modèle de budget DCAF pour la mise en œuvre de la méthodologie MOWIP -
Modèle 15 de la Boîte à outils MOWIP du DCAF (Excel)**

Taux de change : 1 USD = 583,5 XOF

Budget récapitulatif

Catégories de l'UNDG	Total	% Budget
1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	\$ 76 135,39	37,98
2. Fournitures, produits de base, matériaux	\$ 4 113,11	2,05
3. Équipement, véhicules et mobilier	\$ 4 592,97	2,29
4. Services contractuels	\$ 9 811,48	4,89
5. Voyages et déplacements	\$ 31 041,13	15,49
6. Transferts et subventions aux contreparties	\$ -	0,00
7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	\$ 74 764,14	37,30
8. Coût de soutien indirect	\$ -	0,00
	\$ 200 458,23	100,00

Budget détaillé

Activity	Article	Catégorie GNUDD	Qté	#Nbr d'unités	Prix unitaire en devise nationale	Prix total de l'article devise nationale	Activité Sous-total devise nationale	Prix total de l'article en USD (1 USD = 583,5 XOF)	Sous-total de l'activité en USD
Activité 1 : Coûts de gestion du projet	Honoraires chercheur principal e Cheds	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	1	3	2,500,000.00 XOF	7,500,000.00 XOF		\$12,853.47	
	Cheds Chargé(e) de programme	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	1	12	500,000.00 XOF	6,000,000.00 XOF		\$10,282.78	
	Cheds Assitant(e)	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	1	12	250,000.00 XOF	3,000,000.00 XOF		\$5,141.39	
	Cheds frais de transport, alimentation, communication et fourniture du Groupe de travail	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	12	6	100,000.00 XOF	7,200,000.00 XOF		\$12,339.33	
	Cheds Frais administratifs	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	12	200,000.00 XOF	2,400,000.00 XOF		\$4,113.11	
	Atelier de coordination Armée avec le commandement (préparatoire)	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	2	15	80,000.00 XOF	2,400,000.00 XOF		\$4,113.11	
	Atelier de coordination Armée	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	35	80,000.00 XOF	2,800,000.00 XOF		\$4,798.63	

	avec les enquêteurs								
	Atelier avec le Comité de veille de suivi genre et choix des participants à l'atelier de contextualisation	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	25	80,000.00 XOF	2,000,000.00 XOF		\$3,427.59	
	Tournée de sensibilisation des différents cantonnements militaires ciblés et choix des lieux d'enquête (cf mesures d'atténuation)	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	10	3	135,000.00 XOF	4,050,000.00 XOF		\$6,940.87	
	Atelier de préparation du protocole d'évacuation des enquêteurs pour les zones 4, 5 et 6 (cf mesures d'atténuation)	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	2	10	80,000.00 XOF	1,600,000.00 XOF		\$2,742.07	
	Reconnaissance des itinéraires des enquêteurs	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	12	80,000.00 XOF	960,000.00 XOF		\$1,645.24	
	Escorte des enquêteurs (cf mesures d'atténuation)	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	2	12	125,000.00 XOF	3,000,000.00 XOF		\$5,141.39	
	réunions de l'équipe de coordination pour le suivi du projet	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	6	4	80,000.00 XOF	1,920,000.00 XOF		\$3,290.49	
	Frais de communication	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	1	2,000,000.00 XOF	2,000,000.00 XOF		\$3,427.59	

	Atelier de coordination Armée debriefing commandement, comité de veille et de suivi genre et équipe de coordination	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	50	80,000.00 XOF	4,000,000.00 XOF		\$6,855.18	
	Honoraires pour l'équipe d'évaluation (ANSO)	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	1	1	20,000,000.00 XOF	20,000,000.00 XOF		\$34,275.92	
							70,830,000.00 XOF		\$121,388.11
Activité 2A : Phase de planification de l'atelier pour l'équipe (pour développer le plan d'évaluation)	Location de locaux	4. Services contractuels	1	2	100,000.00 XOF	200,000.00 XOF		\$342.76	
	Transport	5. Voyages et déplacements	15	2	35,000.00 XOF	1,050,000.00 XOF		\$1,799.49	
	Restauration	4. Services contractuels	15	2	17,500.00 XOF	525,000.00 XOF		\$899.74	
	Articles de papeterie	2. Fournitures, produits de base, matériaux	15	1	20,000.00 XOF	300,000.00 XOF		\$514.14	
	Perdiems	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs							
							2,075,000.00 XOF		\$3,556.11
Activité 2B : Phase de planification Processus d'autorisation	Transport (pour participer aux réunions de haut niveau)	5. Voyages et déplacements	15	4	10,000.00 XOF	600,000.00 XOF		\$1,028.28	
	Frais du processus d'autorisation éthique	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	15	4	20,000.00 XOF	1,200,000.00 XOF		\$2,056.56	
						0.00 XOF		\$0.00	
							1,800,000.00 XOF		\$3,084.81

	Frais de communication pour la formation DCAF	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	35	1	15,000.00 XOF	525,000.00 XOF	0.00 XOF	8,475,000.00 XOF	\$899.74	\$0.00	\$14,524.42
Activité 4B : Collecte de données Mise en œuvre de l'enquête	Matériel pour l'enquête	3. Équipement, véhicules et mobilier	14	1	140,000.00 XOF	1,960,000.00 XOF		0.00 XOF		\$3,359.04	\$0.00
	Transport local	5. Voyages et déplacements	28	2	10,000.00 XOF	560,000.00 XOF		0.00 XOF		\$959.73	
	Transport à travers le pays	5. Voyages et déplacements	28	2	20,000.00 XOF	1,120,000.00 XOF				\$1,919.45	
	Repas	5. Voyages et déplacements	28	3	17,500.00 XOF	1,470,000.00 XOF				\$2,519.28	
	Hébergement	5. Voyages et déplacements	28	5	40,000.00 XOF	5,600,000.00 XOF				\$9,597.26	
	Collation pour les personnes interrogées durant l'enquête	5. Voyages et déplacements	400	1	5,000.00 XOF	2,000,000.00 XOF				\$3,427.59	
	Paiement des enquêteurs et enquêtrices	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	28	3	25,000.00 XOF	2,100,000.00 XOF				\$3,598.97	
	Frais de communication pour l'équipe mettant en œuvre l'enquête	3. Équipement, véhicules et mobilier	28	1	15,000.00 XOF	420,000.00 XOF				\$719.79	
						0.00 XOF				\$0.00	
								15,230,000.00 XOF			\$26,101.11

Activité 4C : Collecte de données Entretiens	Matériel pour enregistrer les entretiens	3. Équipement, véhicules et mobilier	3	1	100,000.00 XOF	300,000.00 XOF		\$514.14	
	Transport local	5. Voyages et déplacements	3	10	10,000.00 XOF	300,000.00 XOF		\$514.14	
	Repas	5. Voyages et déplacements	3	10	17,500.00 XOF	525,000.00 XOF		\$899.74	
	Collation pour les participants aux entretiens	5. Voyages et déplacements	5	10	5,000.00 XOF	250,000.00 XOF		\$428.45	
	Paiement des enquêteurs et enquêtées	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	3	10	10,000.00 XOF	300,000.00 XOF	0.00 XOF	\$514.14	
							1,675,000.00 XOF		\$2,870.61
Activité 5 : Analyse des données et rédaction de rapports	Assistant.e de recherche Logiciels de statistiques	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel				0.00 XOF		\$0.00	
		3. Équipement, véhicules et mobilier				0.00 XOF		\$0.00	
						0.00 XOF		\$0.00	
Activité 6 : Processus de validation Peut inclure un rapport oral d'une demi-journée ou plus Atelier de validation de 2 jours ou plus							0.00 XOF		\$0.00
	Location de locaux	4. Services contractuels	1	3	100,000.00 XOF	300,000.00 XOF		\$514.14	
	Transport	5. Voyages et déplacements	15	3	40,000.00 XOF	1,800,000.00 XOF		\$3,084.83	
	Hébergement	5. Voyages et déplacements	15	3	10,000.00 XOF	450,000.00 XOF		\$771.21	
	Transport local	5. Voyages et déplacements	15	3	17,500.00 XOF	787,500.00 XOF		\$1,349.61	
	Restauration	4. Services contractuels	15	1	20,000.00 XOF	300,000.00 XOF		\$514.14	

	Articles de papeterie et matériel pour l'atelier	2. Fournitures, produits de base, matériaux	4	3	100,000.00 XOF	1,200,000.00 XOF		\$2,056.56	
	Frais de facilitation	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	15	3	25,000.00 XOF	1,125,000.00 XOF		\$1,928.02	
	Révision et relecture du rapport	1. Frais de personnel et autres dépenses de personnel	1	1	1,000,000.00 XOF	1,000,000.00 XOF		\$1,713.80	
	Mise en page du rapport	4. Services contractuels	2	1	250,000.00 XOF	500,000.00 XOF		\$856.90	
	Impression du rapport	4. Services contractuels	1	1	500,000.00 XOF	500,000.00 XOF		\$856.90	
	Interprétation (si nécessaire)	4. Services contractuels				0.00 XOF		\$0.00	
	Traduction du rapport (si nécessaire)	4. Services contractuels				0.00 XOF		\$0.00	
	Cérémonie de clôture et appropriation du projet	7. Coûts généraux de gestion et autres coûts directs	1	1	2,000,000.00 XOF	2,000,000.00 XOF	0.00 XOF	\$3,427.59	
							9,962,500.00 XOF		\$17,073.65
Total						111,397,500.00 XOF	111,397,500.00 XOF	\$190,912.60	\$190,912.60
Frais directs	5% d'imprévus	5,569,875.00 XOF				\$9,545.63	\$9,545.63		
Grand total						116,967,375.00 XOF	116,967,375.00 XOF	\$200,458.23	\$200,458.23

Annexe G : Bonnes pratiques sur l'étude sur les obstacles au déploiement des femmes dans les opérations de maintien de la paix.

1. S'assurer que le processus de collecte de données est sensible aux droits humains et au genre dans les questions et dans la méthodologie.
2. Garantir la sécurité des chercheurs pendant le processus, et par conséquent, les agences d'exécution doivent coordonner étroitement avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense pour obtenir des détails à jour sur la situation sécuritaire dans les régions à visiter avant le départ de l'équipe d'enquête.
3. Élaborer une cartographie des lieux à visiter pour la collecte de données et classer les points de collecte par risques élevés, moyens et faibles. Selon le classement, un protocole d'engagement des parties prenantes doit être développé pour chaque niveau de risque. Les lieux considérés comme à haut risque doivent être consultés par téléphone avec les parties prenantes identifiées pertinentes. La coordination avec les chefs locaux et les autorités locales est primordiale pour la collecte d'information.
4. L'équipe d'enquête doit être mixte afin que les chercheuses puissent interroger plus facilement les femmes faisant parties de l'étude.
5. Un protocole d'évacuation permettant à l'équipe d'enquête de se sortir de situations à risque doit être rédigé. Que faire si des groupes armés non-étatiques entrent dans la municipalité pendant que les enquêteurs interrogent les parties prenantes ? Par exemple.
6. L'équipe d'enquête doit être formée sur les questionnaires, sur la manière de poser les questions, que faire en cas de plan d'évacuation, que faire si les hommes d'un foyer ne laissent pas parler les femmes ciblées pour l'enquête.
7. Veiller à ce que les enquêteurs soient toujours déployés en équipes de deux au moins pour éviter les préjugés et l'intimidation, les malentendus et les interprétations erronées des réponses et des comportements des intervenants.

Annexe H : Fiche technique de CHEDS

Le Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) est le partenaire d'exécution retenu par l'État-Major Général des Armées (EMGA) pour la mise en œuvre du Projet d'évaluation des obstacles selon la méthodologie MOWIP.

I. Présentation du CHEDS

Le CHEDS est un établissement public à caractère administratif créé par décret n° 2013-12/PR du 03 janvier 2013 et modifié le 05 février 2020 par décret n° 2020-392 PR. Il est placé sous la tutelle de l'Etat-Major particulier de la Présidence de la République du Sénégal.

Il a opté pour l'approche sécurité humaine en cohérence avec le concept de Défense et de Sécurité du Sénégal. Il a pour mission de :

- répondre aux attentes des décideurs politiques sur des problématiques d'ordre stratégique qui affectent le développement du pays ;
- participer à la formation des hauts cadres civils et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), par le renforcement des connaissances fondamentales en stratégie, l'appropriation des clés de compréhension de l'environnement géostratégique ainsi que des enjeux liés à la défense et à la sécurité ;
- promouvoir la résolution, par une approche holistique, des questions de défense et de sécurité intéressant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Africaine (UA).

Les activités du CHEDS sont définies selon quatre (04) axes stratégiques :

- formation et appui-conseil ;
- recherche-action ;
- renforcement des capacités de conception et d'action des leaders ;
- création d'espaces d'échanges et de dialogue.

Un des programmes phares du CHEDS cible les Femmes : le Programme Femmes, Leadership, Défense, sécurité et Paix lancé en 2015. Il a pour objectif de contribuer à faire des femmes ciblées, des actrices aptes à apporter des solutions novatrices et pérennes aux menaces et défis sécuritaires et ainsi participer aux efforts favorisant la paix et le développement durable aux niveaux nationaux, sous-régionaux et continentaux. En 2021, sa dénomination est devenue Agenda Femmes, Leadership, sécurité et Paix afin de mieux coller aux dynamiques en cours au niveau international, régional et national.

Le CHEDS a également été retenu comme l'institution partenaire pour réaliser le projet pilote relatif à l'utilisation de la Méthodologie MOWIP au Sénégal devenant ainsi le seul partenaire à travailler en français, ce qui ouvre des perspectives pour les pays francophones. De nombreuses bonnes pratiques initiées au Sénégal par le CHEDS ont été reprises et servent pour les projets en cours.

Ainsi, ce projet est en phase avec les axes stratégiques du CHEDS et son vécu de l'enquête pilote au niveau de la Police et de la Gendarmerie sénégalaises. Le niveau d'arrimage institutionnel du CHEDS, sa maîtrise des relations entre militaires et civils ainsi que sa réputation d'excellence et de rigueur sont des atouts qui seront mis au service de ce projet pour le plus grand bénéfice des Armées.

II. STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

A. Méthodologie

- La méthodologie d'évaluation se basera sur celle développée par DCAF et l'Université de Cornell, à savoir MOWIP. Elle comporte de la recherche documentaire.
- Une Enquête auprès de 200 hommes et 200 femmes militaires et parmi celles-ci, la moitié a été déjà déployée, basée sur un questionnaire relatif aux indicateurs observables.
- Des Entretiens de haut rang (40 personnes).

Le Remplissage d'une fiche institutionnelle : c'est l'un des trois outils de collecte de données faisant partie de la méthodologie permettant la production du rapport.

- Analyse des données, suivant la collecte des données.

Ces activités permettent en premier lieu de renseigner la fiche d'indicateurs MOWIP et de créer des notes. C'est une étape essentielle pour pouvoir classer les thèmes et produire le rapport.

La production du Rapport d'évaluation des obstacles avec les recommandations pour les Forces armées.

- Le partage de bonnes pratiques.

Il est prévu que l'enquête soit réalisée avec le soutien technique de l'Agence Nationale de Statistiques et de Démographie (ANSD).

B. Présentation de l'ANSD

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) est une structure administrative créée par la loi N° 2004-21 du 21 juillet 2004 portant organisation des activités statistiques. Elle est dotée de la personnalité juridique et d'une autonomie de gestion placée sous l'autorité du ministre chargé de la Statistique. Elle est organisée par le décret N° 2005-436 du 23 Mai 2005 qui dispose que : « **Le système statistique national comprend entre autres, l'Agence dénommée *Agence nationale de la Statistique et de la Démographie*** ». Cette dernière travaille à l'amélioration de la pertinence, de la fiabilité et de la mise à disposition des

statistiques dans le but de mieux contribuer à l'accélération de la croissance, à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui sont aujourd'hui remplacés par les Objectifs du Développement Durable (ODD) et à la réduction de la pauvreté.

➤ Missions

L'ANSD est chargée d'assurer la coordination technique des activités du système statistique national et de réaliser elle-même les activités de production et de diffusion des données statistiques pour les besoins du Gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des partenaires au développement et du public.

L'Agence est chargée :

- de veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes pluriannuels et annuels d'activités statistiques ;
- d'assurer la mise en application des méthodes, concepts, définitions, normes, classifications et nomenclatures approuvés par le Comité technique des programmes statistiques ;
- de préparer les dossiers à soumettre aux réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ;
- d'assurer le secrétariat et l'organisation des réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ainsi que de ses sous-comités sectoriels ;
- de réaliser des enquêtes d'inventaire à couverture nationale notamment les recensements généraux de la population et les recensements d'entreprises ;
- de produire les comptes de la nation ;
- de suivre la conjoncture et la prévision économiques en rapport avec le service en charge de la prévision et de la conjoncture économique ;
- d'élaborer et de gérer les fichiers des entreprises et des localités ;
- d'élaborer les indicateurs économiques, sociaux et démographiques ;
- de centraliser et de diffuser les synthèses des données statistiques produites par l'ensemble du système statistique national ;
- de favoriser le développement des sciences statistiques et la recherche économique appliquée relevant de sa compétence ;
- de promouvoir la formation du personnel spécialisé pour le fonctionnement du système national d'information statistique par l'organisation des cycles de formation appropriés notamment au sein d'une école à vocation régionale ou sous régionale intégrée à l'agence.

L'Agence est en outre **chargée du suivi de la coopération technique internationale en matière statistique**. Elle peut entreprendre, à la demande du gouvernement et des administrations publiques et privées, des études et recherches sur les questions statistiques, économiques et sociales.

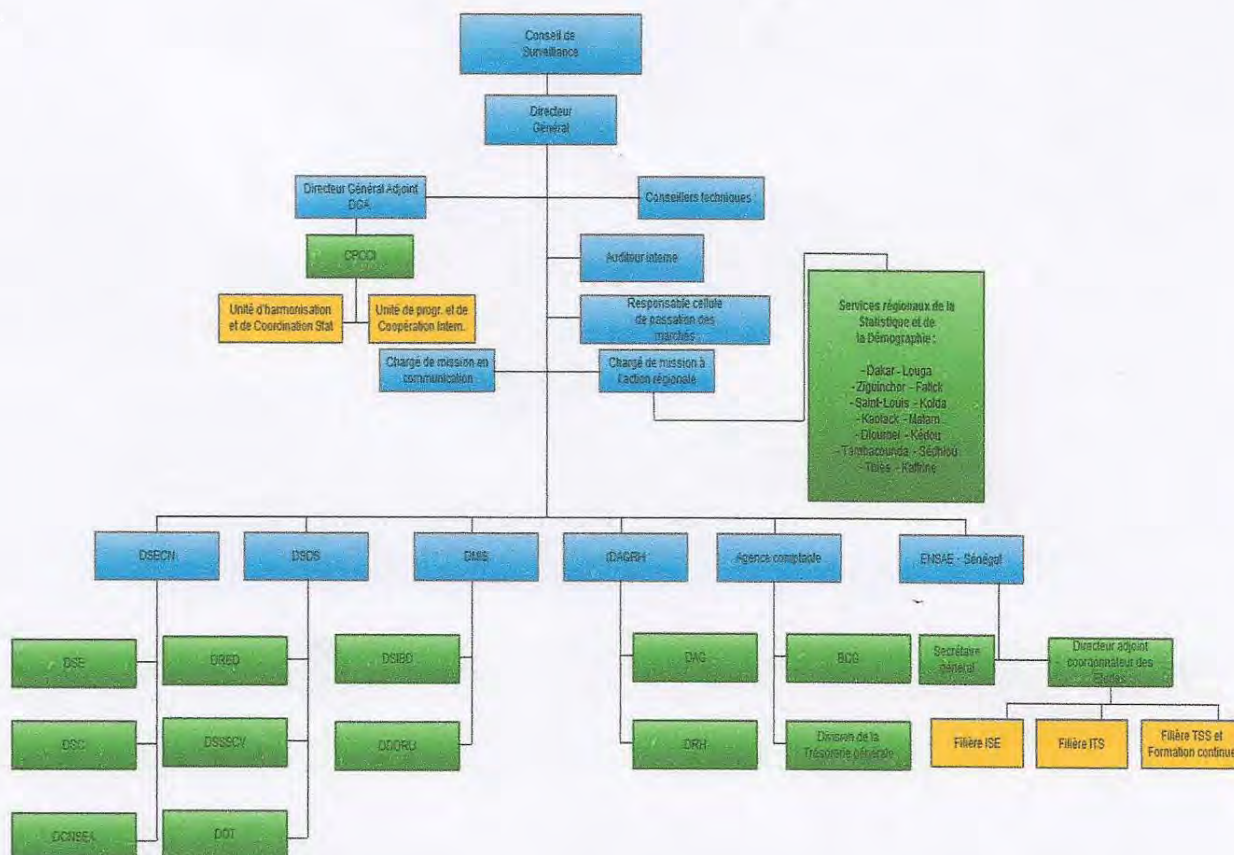
➤ Atouts de l'ANSD

Ils tiennent à son organisation, sa permanence et sa riche expérience. En tant que structure public et service officiel des statistiques du Sénégal, l'agence dispose des données les plus actualisées et disponibles du pays dans toutes les thématiques majeures (statistiques sociales, démographiques, sociales, genre, migration ...). Les rapports de l'ANSD constituent la principale source d'information crédibles pour l'Etat, les partenaires, les chercheurs, les agences des Nations Unies, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales etc.

Du point de vue méthodologique et déontologique, l'ANSD reste fidèle à sa loi fondatrice qui énonce que « Les services et organismes constituant le système statistique national, jouissent de l'indépendance scientifique et accomplissent leurs missions conformément aux règles méthodologiques et aux techniques communément admises en matière d'élaboration des données statistiques ».

Le personnel de l'ANSD est pluridisciplinaire et composé de plusieurs spécialistes : spécialistes de collectes et d'analyses de données, gestionnaires, spécialistes de BIG DATA, géographes, sociologues, juristes médecins, spécialistes de statistiques démographiques, de statistiques sociales, de statistiques économiques, de genre, de migrations etc.

- **L'agence est ainsi organisée :**
- **Une Direction générale**
 - Cellule de Programmation, d'harmonisation, de coordination statistique et de coopération internationale
 - Administration et Action régionale
- **De Services régionaux**
 - Audit interne
 - Communication
 - Contrôle de gestion
 - Cellule de gestion des partenariats
- **De Directions**
 - Direction des Statistiques économiques et de la Comptabilité nationale
 - Direction des Statistiques démographiques et sociales
 - Direction du Management de l'Information statistique
 - Direction de l'Administration générale et des Ressources humaines
 - Direction de l'ENSAE - Sénégal
 - Agence comptable particulière



• Réalisations

En tant que service national et officiel de statistiques au niveau national, l'ANSD a réalisé plusieurs études et enquêtes dans tous les domaines. Quelques-uns méritent d'être rappelés pour étayer leur solide expérience en la matière :

-Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) au Sénégal :

- Le Sénégal a réalisé, sur l'initiative de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), une enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) financée par la Banque mondiale (BM) avec l'ANSD. L'EHCVM est une des composantes principales du programme d'harmonisation et de modernisation des enquêtes sur les conditions de vie (PHMECV) dont l'objectif est de renforcer les capacités des Etats membres de l'union dans la conception, la mise en œuvre, le traitement et l'analyse des données d'enquêtes pour l'évaluation de la pauvreté. Cette initiative de la Commission se justifie par la faible comparabilité des indicateurs de pauvreté entre pays ; et dans certains pays, la comparabilité temporelle est sujette aux mêmes difficultés.

-EDS-Continue 2019 : Rapport sur les indicateurs clés

Il s'agit de l'Enquête Démographique et de Santé Continue au Sénégal (EDS-Continue 2019), exécutée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en collaboration avec le ministère de la Santé et l'Action sociale (MSAS). Elle a été réalisée avec l'appui financier du Gouvernement du Sénégal, l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), la Banque Mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et Nutrition International. Elle a bénéficié de l'assistance technique du programme mondial des Enquêtes Démographiques et de Santé (Demographic and Health Surveys–The DHS Program, ICF).

-L'Enquête sur l'impact de la COVID-19 dans l'industrie

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), dans sa mission de production et de diffusion de données statistiques pour les besoins du Gouvernement, des administrations publiques, du secteur privé, des partenaires au développement et du grand public, a, en partenariat avec le Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries (MDIPMI), initié l'Enquête Covid-19 Industrie (ECI). Le but visé à travers cette opération est d'obtenir des informations pertinentes permettant de mieux orienter la mise en œuvre du PRES, notamment en son pilier « Stabilité macroéconomique et financière ».

-EDS 2015 et violences basées sur le genre

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), en collaboration avec ONU FEMMES, a mené cette étude basée sur l'analyse approfondie des données de l'Enquête Démographique et de Santé Continue (EDSC) 2015. La réalisation de cette étude s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre l'ANSD et ONU FEMMES pour la mise en œuvre du Projet « Appui aux statistiques du genre ».

-Analyse genre des bases de données existantes

Cette publication est réalisée dans ce cadre du partenariat entre ONU FEMMES et l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) pour la mise en œuvre du Projet « Appui aux statistiques du genre » en vue d'améliorer la prise en compte du genre dans le Système Statistique National (SSN).

Au-delà de ses multiples, enquêtes, études et évaluations, **l'ANSD fournit régulièrement des publications sur les questions démographiques, économiques et sociales :**

- Note sur l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) Mensuelle
- Indice National des Prix à la Consommation (INPC) Mensuelle
- Note sur l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) Mensuelle
- Note sur l'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) Mensuelle
- Note sur les Indices Mensuels des Prix du Commerce Extérieur (IPCE) Mensuelle
- Indice des Prix des Matériaux de Construction (IMC) Mensuelle
- Bulletin Mensuel des Statistiques du Commerce Extérieur Mensuelle
- Bulletin Mensuel des Statistiques Economiques (BMSE) Mensuelle
- Repères Statistiques

C. Rôle du CHEDS

Après signature d'un MOU avec l'EMGA, le CHEDS, en sa qualité de partenaire délégué à l'exécution, assurera pour le compte de l'EMGA l'essentiel des activités de mise en œuvre du Projet. En outre, le CHEDS sera chargé de toutes les démarches administratives, protocolaires et de reportages relatifs au projet.

Organisation interne

Le projet ELSIE/EMGA est rattaché à la Direction des programmes spéciaux qui a pour mission principale de concrétiser l'option sécurité humaine du CHEDS ; elle a été responsable de l'enquête MOWIP.

Le CHEDS mettra en place une architecture organisationnelle dédiée au projet avec un (e) Chargé de programme et un (e) Assistant (e).

Le Chargé de Programme Elsie/EMGA travaillera en étroite collaboration avec la Chercheuse principale, le partenaire d'évaluation (ANSD), la Coordinatrice du Projet à l'EMGA et le DCAF.

L'EMGA, structure récipiendaire des fonds procédera au règlement des honoraires selon les rubriques budgétaires validées et sera en relation avec le Fonds ELSIE.

Ainsi, dans le respect de la Méthodologie MOWIP, le CHEDS assurera :

1. Les Etapes préliminaires

1.1. Etapes de présentation et consultation internes

Matinée EMGA/CHEDS : elle sera organisée pour favoriser l'appropriation du projet par la hiérarchie de l'EMGA et du CHEDS.

- 1.2. Etapes administratives diverses ; courrier, prise de contact, démarches protocolaires, invitations, etc.
- 1.3. Mise en place d'une équipe de recherche
 - ✓ Chargé du projet.
 - ✓ Chercheure principale.
 - ✓ Assistant(e) de projet.
- 1.4. Contribution à la mise en place d'un Groupe de travail : Ce sera une équipe pluridisciplinaire sera composée de 15 personnes ressources, dont des membres du comité de veille et de suivi genre de l'Armée et du CHEDS. Au sein de ce groupe, un noyau sera constitué par le/la chargé (e) du Projet, la coordinatrice du projet de l'EMGA, deux conseillers de l'Armée, la Chercheure principale, la Directrice des Programmes spéciaux (DPS), le Conseiller spécial et l'assistant (e) du projet.
- 1.5. Organisation de la mise en œuvre du projet.

Toutes les étapes de planification et de suivi de la mise en œuvre du projet seront élaborées par le CHEDS en partenariat avec la coordinatrice du projet de l'EMGA et l'ANSD.

La stratégie de communication avec le DCAF et le point focal ELSIE seront clairement définies dès cette étape préliminaire.

Pour rappel, le Helpdesk de DCAF pourra faire les choses suivantes:

- Fournir des modèles et examiner les termes de référence proposés pour les partenaires d'évaluation ;
- Fournir des conseils sur la sélection des partenaires d'évaluation, des enquêteur·trice·s et la composition des groupes de travail au sein de l'institution de sécurité qui soutiendront la mise en œuvre de la méthodologie ;
- Fournir du matériel de formation et de communication aux PFCPP et aux partenaires d'évaluation, et éventuellement fournir une assistance à la formation ;
- Répondre aux questions et fournissant un encadrement et un soutien au PFCPP et à ses partenaires d'évaluation tout au long du processus de mise en œuvre ;
- Examiner et fournir des commentaires sur les projets de rapports MOWIP.

2. Collecte de données

Le CHEDS organisera et suivra cette étape. Elle se fera avec le soutien technique de l'ANSD qui contribuera à :

2.1. Planification de l'enquête.

Le logiciel ou la plateforme d'enquête qui sera utilisée garantira l'anonymat, la confidentialité et la sécurité des données.

- ✓ Identification des cibles et des zones d'enquêtes.
- ✓ Echantillonnage.

2.2. Atelier de contextualisation :

Il sera destiné à adapter le questionnaire au contexte local. En effet, la contextualisation sert à adapter, reformuler etc., en évitant de supprimer les questions permettant de mesurer les thèmes considérés comme sensibles).

2.3. Atelier de formation des enquêteurs.

Le DCAF soutiendra l'équipe de recherche avec 3 types de formations:

- Formation sur la méthodologie MOWIP pour l'équipe d'évaluation
- Session d'information pour l'institution de sécurité / les membres du groupe de travail sur ce qu'implique la méthodologie MOWIP
- La formation des enquêteurs et enquêtrices sur la mise en œuvre de l'enquête.

2.4. Enquête pilote.

3. Réalisation de l'enquête de terrain.

Le CHEDS effectuera / supervisera les diverses activités pour cette enquête

- ✓ Une équipe pluridisciplinaire sera constituée avec des enquêteurs de l'ANDS, et du Cheds du projet initial Elsie.
- ✓ Déploiement des équipes formées sur le terrain selon le planning.
- ✓ Collecte des données par l'ANSD.
- ✓ Analyse des données : ANSD
- ✓ Rapport d'enquête
- ✓ Pré validation du Rapport par le Groupe de travail.

4. Entretiens de haut rang

Ils seront effectués par une équipe de trois personnes (la chercheuse principale et deux autres interviewers). Le CHEDS organisera et suivra les étapes ci-dessous:

Planification : elle inclut la cartographie des parties prenantes (pour identifier les personnes à interviewer).

- ✓ Planification ;
- ✓ Organisation ;
- ✓ Adaptation du questionnaire ;
- ✓ Réalisation des interviews.

5. Production de la Fiche institutionnelle (FII)

Le CHEDS encadrera également la Chercheuse principale pour :

- ✓ Les recherches.
- ✓ Le Remplissage de la FII.

A noter que la FII se remplit par des recherches documentaires mais aussi des entretiens formels ou informels avec des décideurs et informateurs. Il est important que la chercheuse fasse le lien entre la FII et les entretiens de haut rang (pour que ceux-ci permettent également de remplir la FII).

- ✓ La Relecture/validation.

6. Rédaction du rapport final : CHEDS/ANDS

La chercheuse principale sous la supervision du CHEDS rédigera le rapport final avec les éléments fournis par l'ANDS, les entretiens, etc.

Il est important de noter que l'analyse des données doit se faire avec les données des trois instruments de collecte de données – il n'est pas possible d'analyser séparément la FII, les entretiens et l'enquête car c'est la combinaison des 3 outils qui permet de remplir la fiche d'indicateurs. Donc, avant de rédiger le rapport final, la chercheuse devra faire une étape supplémentaire qui est le remplissage de la fiche d'indicateurs.

7. Validation

Le CHEDS en partenariat avec le Point focal, coordinatrice du projet de l'EMGA, organisera la validation du rapport final.

L'équipe de recherche et les Autorités des Forces Armées seront largement impliquées.

L'organisation d'une présentation orale du rapport à la hiérarchie de l'Armée sera organisée préalablement à l'atelier de validation afin de préparer les armées aux résultats et d'identifier les représentant.e.s des armées qui seront les participant.e.s à l'atelier de validation.

8. Produits

Le CHEDS accompagnera et supervisera la production des produits du Projet dont la FII et la fiche d'indicateurs complétées par :

- Un rapport d'Evaluation des Obstacles avec des recommandations pour orienter les changements politiques et programmatiques.
- Un rapport détaillé pour le commandement.
- Une série de notes de synthèse explorant plus en détails des mesures spécifiques pour éliminer les obstacles identifiés.

9. Publication

Le CHEDS supervisera la publication du rapport final, incluant l'infographie et l'impression.

10. Production du Rapport d'exécution

Le CHEDS produira dans les délais impartis les divers rapports d'étapes et le rapport final d'exécution du projet.

Le rapport financier sera produit par l'EMGA.